



Déclaration de la CGT Educ'action et du SNUEP-FSU à la CAPA du 8 janvier 2019

Après une déferlante, il y a toujours le ressac !

Bonne année à tou-tes, mais sans conviction sauf pour la santé !

2019 n'a de différence avec 2018, que le fait qu'un jour, durant cette année, nous aurons chacun-e un an de plus. Cela ne se verra pas nécessairement, car bien des subterfuges sont à notre disposition pour tronquer la réalité, celle de nos apparences. Par contre, aucun subterfuge ne peut modifier la réalité de la réforme de la voie professionnelle tant elle asphyxie et condamne le choix d'avenir des jeunes issus de lycées professionnels et rend exsangues nombre d'emplois.

Le projet de carte des formations qui a été présenté hier au CREFOP démontre bien que les choix sont uniquement verticaux, jupitérien, d'une politique nationale, renforcée par les intérêts et les besoins des politiques locales immédiats. Gourmande et goulue pour répondre aux injonctions du patronat, et sans aucune concertation avec les acteurs décisionnaires, les administrateurs des EPLE, la région surfe sur une vague déferlante. Mais plus le mur est haut, et plus la chute est importante. La CGT Educ'action et le Snuep œuvreront dans ce sens pour défendre la formation initiale sous statut scolaire, seul mode de formation qui garantit l'égalité des chances.

Les EPLE sont devenus les starters du patronat, les catapultes des besoins locaux. La voie Pro n'est plus un outil de formation, mais bien un prestataire de service. Aux propositions d'évolution de la carte des formations, le CREFOP présente la fermeture de lycée professionnel, la mise en réseau d'établissements ruraux sans les Velib mis à disposition pour les jeunes et sans parler de la part belle donnée à l'apprentissage. Ces jeunes issus des milieux ruraux ne se déplacent pas, chacun le sait, les refontes catastrophiques de la famille GALT ne sont que les prémices d'un retour de la femme au foyer. Nous dénonçons fermement ce choix politique rétrograde qui va à l'encontre de l'égalité Femmes/hommes.

Le CTM du 19 décembre assoit une politique de suppressions d'emploi dans la fonction publique d'Education par un camouflé de création d'heures supplémentaires quasi équivalentes. Les conséquences pour notre académie sont dramatiques avec la suppression de 44 ETP pour les enseignants du second degré et 13 emplois pour les personnels administratifs. Nous dénonçons les difficultés que rencontrent les personnels administratifs tant il y a de réorganisations du travail dans leur secteur d'activité. Nous dénonçons les suppressions de postes des personnels enseignants tant il y a à apporter auprès de la formation des jeunes pour leur émancipation.

L'installation de cette CAPA des PLP est une résultante des élections professionnelles de 2018. La CGT Educ'action de Poitiers renforce sa première place chez les PLP et cela sans aucune ambiguïté. La convergence de ces votes pour notre organisation syndicale montre bien que le travail des élu-es et le contenu des revendications qu'elle porte, entraîne une adhésion sans conteste. Dès le premier jour, l'amorce chaotique de ce scrutin a été inacceptable et a contribué à une désaffection d'une partie des électeurs. Le taux de participation a été supérieur aux dernières élections uniquement, grâce à l'activité des militants, mais bien inférieur aux précédents scrutins lorsqu'ils n'étaient pas dématérialisés.

Monsieur Blanquer n'est pas un marchand de sable, il défend un concept ultra libéral de l'éducation au service du patronat. Le renforcement de l'apprentissage n'en est qu'une facette pour les lycées professionnels, la loi ORE une autre encore, les spécialités pour les lycées, une autre aussi, la réduction du nombre de fonctionnaires, une autre encore et encore et encore !

La fonction publique était un gardien de l'égalité des chances sur tous les territoires, la politique du Président Macron est de l'anéantir.

Cette année, nous aurons chacun-e un an de plus et pourtant, nous aurions pu penser que plus de raison devait nous conduire à plus de sagesse mais dans toute déferlante il faut toujours s'attendre au ressac !

Les élu-es de la CGT Educ'action, Snuep-FSU de Poitiers